

## **LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE BURUNDAISE**

### **APPEL A LA RESPONSABILITE ET A LA SOLIDARITE FACE AU CORONAVIRUS (COVID-19) AU BURUNDI.**

**Face au fléau du Coronavirus qui déstabilise l'ensemble de l'humanité depuis quelques temps, les organisations de la société civile burundaise aimeraient porter à la connaissance du public ce qui suit :**

1. La crise mondiale due au Coronavirus ne saurait épargner le Burundi même si il n'y a à ce jour aucun cas officiel déclaré. A cet effet, les organisations signataires en appellent à la vigilance, la prévention, la responsabilité et la solidarité citoyenne de tout le peuple burundais afin de se protéger autant que faire se peut contre la propagation de cette pandémie ;
2. Les organisations signataires constatent que les mesures déjà prises par le gouvernement du Burundi via le ministère de la santé et de la lutte contre le SIDA sont tellement insuffisantes et parcellaires et visent essentiellement la riposte alors que des mesures drastiques s'imposent sur le plan de la prévention comme cela se fait actuellement dans les pays voisins et dans les autres pays du monde.
3. Le Burundi fait face également à un manque d'infrastructures et d'équipements médicaux adaptés pour mieux faire face à des épidémies de grande ampleur. Nous recommandons, en toute logique, à mettre tout le paquet dans des mesures de prévention, toutes les institutions tant publiques que privées devant être mises à contribution ;
4. Ce cri d'alerte est d'autant plus fondé que le Burundi est actuellement ravagé par d'autres épidémies qui ne sont pas déclarées, tel le paludisme.
5. Nous recommandons aux autorités publiques de ne pas rééditer cette expérience malheureuse qui coûterait la vie à plusieurs burundais et même les populations des pays voisins ;

**Face à tout ce qui précède, les organisations signataires émettent les recommandations pour des mesures concrètes suivantes :**

- a. La mise en place d'une cellule nationale de gestion de la crise du coronavirus au Burundi qui inclurait les organisations nationales et internationales œuvrant dans le domaine humanitaire et autres sous la coordination du ministère de la santé et de la lutte contre le SIDA.
- b. Des équipes médicales spécialisées et des moyens adaptés dont ceux de transport, des médicaments, une stratégie d'I.E.C. (Information, Education- communication), des appareils de dépistage (Test) doivent être mis en place dans toutes les provinces.
- c. Une permanence avec des numéros verts fonctionnant 24h sur 24 qui permettraient de gérer en temps réel certaines urgences.
- d. Un changement radical de gestes sociaux (Salutations, cérémonies) d'usage, vecteurs de propagation du virus et une application rigoureuse des mesures d'hygiène de base (se laver régulièrement les mains au savon ou gel).
- e. Mise à contribution des médias burundais tant de l'intérieur que de l'extérieur ainsi que les compagnies de télécommunication opérant au Burundi dans la diffusion régulière des messages de prévention et de gestion de la pandémie.

- f. Suspension des évènements de rassemblement de plusieurs personnes telles que : les activités culturelles, scolaires et académiques, sociales ou festives, le culte dans les églises ou places publiques, les réunions de plusieurs personnes. Le télétravail devrait être envisagé là où c'est possible et appeler la population à limiter les déplacements qui ne sont pas indispensables, sur tout le territoire pendant quelques semaines.
- g. Désengorger les prisons par des mesures particulières et améliorer les conditions d'hygiène et de détention car la surpopulation carcérale qui prévaut au Burundi risque de générer des dégâts humains si certains détenus étaient infectés.
- h. Contrôler les visites des hôpitaux et des centres de détention et envisager en conséquence les conditions d'hygiène qui s'imposent.
- i. Le Gouvernement doit faire preuve de transparence sans faille dans la gestion de cette pandémie et mettre à contribution tous les Burundais tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays dont la diaspora dans la lutte contre la propagation du virus qui risque de décimer notre population.
- j. Voter un budget spécial pour augmenter sensiblement les moyens destinés à la gestion de cette pandémie et à continuer à faire face à d'autres urgences d'ordre sanitaire qui étaient en cours.
- k. La communication officielle doit être effectuée à un rythme soutenu pour informer la population sur les cas avérés et les mesures prises pour faire face au fléau.
- l. Revoir les conditions de transport en commun pour que la promiscuité des voyageurs ne soit pas un facteur de propagation du virus.
- m. Les organisations signataires demandent aux partenaires du Burundi en général et à l'OMS en particulier de redoubler leurs efforts pour aider la population burundaise à surmonter l'épreuve de la pandémie du Coronavirus.
- n. La population burundaise doit rester sereine, responsable et solidaire et observer à la lettre les mesures de prévention tant individuelles que collectives, ceci étant le gage sûr pour vaincre ce défi.

### **Les organisations signataires :**

- 1. Association Burundaise des Journalistes en Exil (ABJE)**
- 2. Coalition Burundaise des Défenseurs des Droits Humains (CBDDH)**
- 3. Coalition de la Société Civile pour le Monitoring Electoral (COSOME)**
- 4. Collectif des Avocats des Victimes des crimes de droit international commis au Burundi (CAVIB)**
- 5. Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE)**
- 6. Forum pour le Renforcement de la Société civile (FORSC)**
- 7. Mouvement des Femmes et Filles pour la Paix et la Sécurité (MFFPS)**
- 8. Organisation de lutte contre la corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME)**
- 9. Réseau des Citoyens Probes (RCP)**
- 10. Synergie des associations des jeunes burundais (SYJEBU)**
- 11. Tournons la page Burundi (TLP-Burundi)**
- 12. Union Burundaise des Journalistes (UBJ).**